

Questions  
internationales

Kaliningrad : un territoire stratégique  
Les Jeux olympiques de Tokyo  
Un nouveau cinéma indépendant en Inde

# L'Inde

## Une puissance singulière

N° 106 - Mars-avril 2021

 La  
documentation  
Française 

## DOSSIER...



© Emmanuel Dunand / AFP

## L'Inde : une puissance singulière

- 04** Ouverture – L'Inde, une puissance en tensions  
*Sabine Jansen*
- 12** Du *Hindu Rashtra* au *Hindu Raj* : l'émergence d'une « démocratie ethnique » de droit  
*Christophe Jaffrelot*
- 26** Politique étrangère : une volonté d'autonomie stratégique  
*Jean-Luc Racine*
- 39** L'Inde, une grande puissance militaire ?  
*Raphaëlle Khan*
- 50** L'Inde et la Chine : heurts frontaliers et effondrement de la confiance  
*Isabelle Saint-Mézard*

**62 La démographie indienne triomphante et sa part d'ombre**

*Christophe Z. Guilmoto*

**74 Une trajectoire économique heurtée**

*Joël Ruet*

**84 Les musulmans en Inde : une minorité pas comme les autres**

*Aminah Mohammad-Arif*

**94 L'Inde face aux défis environnementaux**

*Raphaël Mathevet*

**Et les contributions de**

*Kamala Marius (p. 80),  
Annie Montaut (p. 91),  
Jules Naudet (p. 69),  
Nathalène Reynolds (p. 47),  
Gilles Verniers (p. 22 et 35)  
et Marie-Hélène Zérah (p. 58)*

Questions EUROPÉENNES

**101 Kaliningrad, un avant-poste stratégique russe en Europe**

*Frank Tétart*

Regards sur le MONDE

**111 Les Jeux olympiques de Tokyo en 2021 : une nouvelle revanche du Japon sur l'histoire ?**

*Christian Kessler*

Les questions internationales à L'ÉCRAN

**117 Inde : un nouveau cinéma indépendant, foisonnant et créatif**

*Patrick de Jacquolot*

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

125 et 126

## → POUR ALLER PLUS LOIN

### Les partis politiques en Inde : un pluralisme politique qui résiste

Le paysage politique indien est marqué par l'intense fragmentation et la grande diversité des formations qui le composent. En 2021, la Commission électorale indienne compte 8 partis nationaux, 53 partis régionaux et 2 656 partis locaux, dits « non reconnus ». Lors des dernières élections générales indiennes de 2019, 671 partis politiques étaient en lice, un nombre en progression constante depuis la fin des années 1980 (voir graphique). Trente-sept partis sont actuellement représentés à l'Assemblée nationale (*Lok Sabha*).

#### Catégories et familles politiques

Le statut de parti national ou régional est attribué par la Commission électorale en fonction du nombre d'élus et de l'expansion géographique des partis<sup>1</sup>. Il leur permet d'accéder aux médias publics pendant les campagnes électorales et détermine le symbole sous lequel les partis se présentent aux électeurs<sup>2</sup>. Pour le reste, la Commission électorale décide des symboles et de leur attribution de manière aléatoire.

Au-delà de cette typologie officielle, il est possible de classer les partis politiques indiens en diverses catégories ou familles politiques, selon leur poids politique ou leur inscription et identité nationale ou régionale. De cette manière, l'Inde compte réellement deux partis nationaux : le BJP (*Bharatiya Janata Party*, Parti du peuple indien : parti nationaliste hindou), actuellement au pouvoir, et le parti du Congrès, l'*Indian National Congress*, parti historique dans l'opposition depuis 2014.

Les partis régionaux peuvent être distingués des partis régionalistes. La différence tient à leur identité politique et à leur histoire. Les partis régionalistes

cherchent à incarner et à défendre une identité régionale, souvent linguistique, qui regroupe ou dépasse les formes traditionnelles de stratification sociale, comme la classe, la caste ou la religion. Certains de ces partis existent depuis la période précédant l'indépendance. Le *Shiromani Akali Dal*, parti sikh du Punjab, fête son centenaire en 2020. Les partis dravidiens<sup>3</sup> de l'État du Tamil Nadu trouvent leur origine dans le Parti de la justice, créé à Madras en 1916.

Les partis régionaux, souvent issus de la fragmentation de larges formations nationales, mobilisent au contraire des segments particuliers de l'électorat au sein de leurs États d'inscription, généralement le long de lignes de caste. Même si la confusion entre castes et partis politiques s'est pour partie diluée aux cours des deux dernières décennies, des alignements persistent entre certains groupes sociaux et les partis régionaux voués à la représentation de leurs intérêts. Le reste du paysage politique est occupé par un grand nombre de micro-partis politiques dont les origines et les objectifs varient considérablement.

#### L'idéologie sous le coup du pragmatisme

Hormis ces distinctions, il demeure difficile de catégoriser les partis politiques selon des critères conventionnels. Les partis indiens se prêtent mal à une classification au long d'un axe gauche-droite, par exemple. Non pas que les partis indiens soient dépourvus de contenu idéologique, comme certains l'ont affirmé<sup>4</sup>. Mais ils adoptent des positions et des comportements qui peuvent de l'extérieur paraître contradictoires. Le BJP, clairement de droite et conservateur sur le plan social et culturel, allie ainsi étatismisme, volontarisme en matière de politiques sociales et libéralisme économique.

<sup>1</sup> Un parti national doit remplir au minimum une des trois conditions suivantes : remporter au moins 2% des votes dans une élection nationale dans au moins 3 États ; remporter 6% des voix dans au moins 4 États lors d'élections nationales ou régionales ainsi que 4 sièges à l'Assemblée nationale ; ou être reconnu comme parti régional dans au moins 4 États.

<sup>2</sup> En Inde, chaque parti reconnu se voit attribuer un symbole électoral qui figure à côté du nom de ses candidats (par exemple un vélo, un éléphant, une fleur de lotus...).

<sup>3</sup> La famille des langues dravidiennes, parlées dans le sud de l'Inde, comprend notamment le tamoul.

<sup>4</sup> Zoya Hasan, « Political Parties in India », in Niraja Gopal Jayal et Pratap Bhanu Mehta, *The Oxford Companion to Politics in India*, Oxford University Press, New Delhi, 2010, p. 241-253.



© Sanjeev Verma/ Hindustan Times

Les députés Ghulam Nabi Azad (Parti du Congrès), Sitaram Yechury (Parti communiste d'Inde, marxiste) et Misa Bharti (Rashtriya Janata Dal) devant le Parlement à Delhi, à la sortie d'une session budgétaire, le 31 janvier 2020. Le Parlement de l'Inde comprend deux chambres : le *Rajya Sabha* (Conseil des États), sa chambre haute, et la *Lok Sabha* (Chambre du peuple), sa chambre basse. Le chef du parti majoritaire à la *Lok Sabha* est traditionnellement nommé Premier ministre.

Les partis indiens se distinguent également par la complexité de leurs trajectoires de formation. Nombre de partis sont issus des remous de la vie politique indienne – scissions, défections et factionnalisme – et ne coïncident que de manière imparfaite avec les divisions sociales qui fragmentent la société indienne. Le parti du Congrès, dominant la politique nationale pendant les trois premières décennies de l'Inde indépendante, ne fut jamais le parti d'une élite unique, et a toujours rassemblé des éléments disparates du point de vue idéologique et sociologique. Plusieurs partis politiques partagent cependant certaines caractéristiques qui marquent et définissent le contenu de la politique en Inde.

### Des organisations faibles

La première caractéristique commune à de nombreux partis est leur faible degré d'institutionnalisation. À quelques exceptions près – notamment

les partis communistes –, les partis politiques indiens apparaissent comme peu organisés formellement parlant. Il n'existe pas de données fiables quant au nombre de personnes affiliées à un parti politique. Le BJP, par exemple, prétend au statut du plus grand parti du monde, avec plus de 80 millions de membres, un chiffre invérifiable.

La seconde caractéristique est un fort degré de concentration de l'autorité, ainsi que la personnalisation du pouvoir au sein des appareils de partis. Excepté une fois encore pour les communistes, peu de partis peuvent prétendre être dirigés de manière collégiale. Au contraire, la plupart des partis politiques sont contrôlés sans partage par des individus ou par des familles politiques.

Au moins 33 des 61 partis régionaux et nationaux ont à leur tête des individus issus de familles ou de dynasties politiques, un phénomène d'une ampleur sans doute unique au monde. Celui-ci est amplifié

par la forte présence de candidats dynastiques aux élections nationales et régionales.

À l'issue des élections générales de 2019, l'Assemblée nationale indienne compte au moins 140 membres (sur 543) appartenant à des familles politiques. Ce phénomène transcende la géographie, la religion ou la caste et les types de partis, y compris ceux qui, comme le BJP, font campagne contre le caractère dynastique de leurs opposants.

## L'autoritarisme croissant des partis politiques indiens

L'absence de démocratie interne n'est pas spécifique aux partis indiens et, comme à travers le monde<sup>5</sup>, il s'agit là d'un phénomène croissant. L'intensification de la compétition politique dans les années 1970 et 1980 et le déclin du parti du Congrès ont permis l'émergence d'une nouvelle classe de politiciens et de partis politiques peu enclins au partage du pouvoir.

La période d'état d'urgence décrétée par Indira Gandhi de 1975 à 1977 a également créé un modèle de conduite politique favorisant le fonctionnement autoritaire des partis et le caractère populiste et plébiscitaire des campagnes électorales. Ce modèle fut d'autant plus efficace que l'alternative posée à Indira Gandhi à l'issue de l'état d'urgence – la coalition dite Janata – échoua à imposer un mode de fonctionnement collégial de gouvernement. Au terme de trois années de luttes internes et d'atermolements politiques, la coalition s'effondra et permit le retour triomphal d'Indira Gandhi aux affaires, lors des élections de 1980.

La fragmentation du système de partis qui s'ensuivit, au cours des années 1980 et 1990, vit l'émergence de nombreuses formations nouvelles, issues dans certains cas de la dislocation de la coalition Janata, mobilisant des segments de la population historiquement peu représentés par les partis nationaux, notamment au sein des basses castes et des castes agraires.

Le morcellement de l'espace politique pousse à la formation d'alliances et de coalitions, établies d'après selon les circonstances que par les affinités

<sup>5</sup> Voir Peter Mair, *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*, Verso, Londres, New York, 2013.

idéologiques entre partis. Le pragmatisme et l'opportunisme sont deux autres caractéristiques importantes des partis en Inde, auxquels les électeurs ne semblent pas tenir rigueur.

## Une absence de contrôle

La concentration des pouvoirs au sein des partis politiques est notamment favorisée par l'absence de contrôles ou de régulations des partis par les pouvoirs publics, y compris par la Commission électorale. Celle-ci soumet les partis à des normes de comportement pendant les campagnes, au cours desquelles un code de conduite non liant est mis en place. Toutefois, ce contrôle des partis politiques s'atténue fortement, sinon complètement, en dehors des périodes électorales, particulièrement en ce qui concerne leur financement.

À cet égard, la vie politique indienne ne souffre pas d'un manque mais d'une absence totale de transparence du financement des partis politiques, qui profitent de leur statut pour accumuler des ressources dépassant de loin les besoins de leurs campagnes.

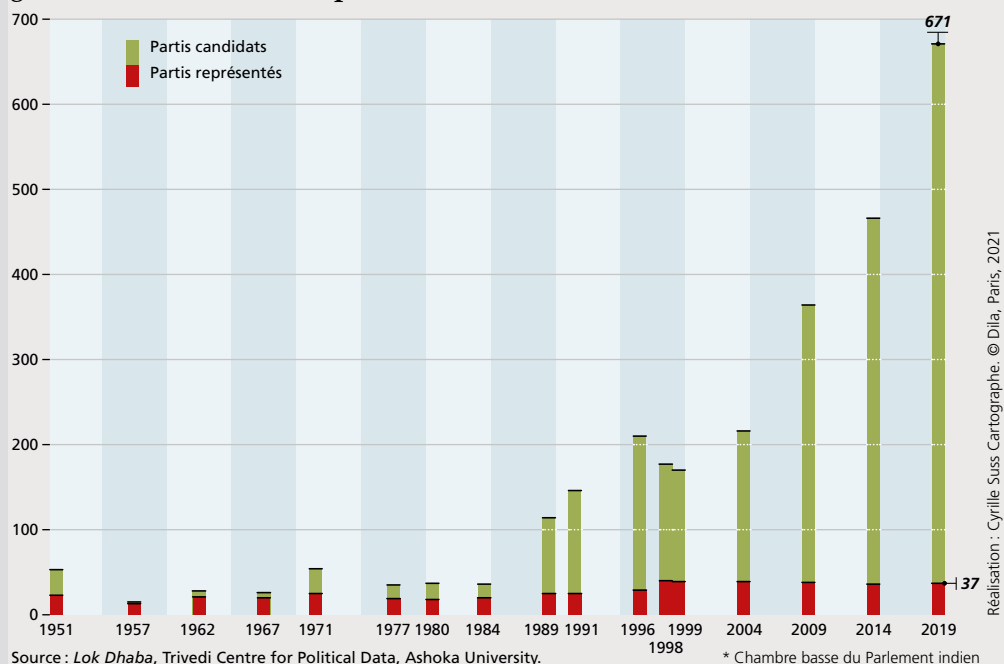
Les élections indiennes, après celle du président des États-Unis, comptent parmi les plus chères au monde. Des estimations placent le montant investi par les partis lors des dernières élections générales à près de six milliards d'euros, le BJP comptant pour la moitié de ces dépenses<sup>6</sup>. La mise en œuvre récente par le BJP d'obligations électorales (*bonds*), censées formaliser les donations privées aux partis, ont dans les faits institutionnalisé la corruption et le capitalisme de connivence, selon S. Y. Quraishi, un ancien patron de la Commission électorale indienne<sup>7</sup>.

L'absence de régulation, le caractère lucratif des activités politiques et un statut des partis non assujettis à l'impôt rendent la profession politique extrêmement attractive. Ces éléments expliquent probablement l'inflation récente du nombre de partis dont un certain nombre sont des coquilles vides – on

<sup>6</sup> Christophe Jaffrelot et Gilles Verniers, « The BJP's 2019 Election Campaign: Not Business as Usual », *Contemporary South Asia*, vol. 28, n° 2, 2020, p. 155-177.

<sup>7</sup> Adil Rashid, « Electoral bonds have legalised crony capitalism: ex-chief Election Commissioner SY Quraishi », *Outlook*, 7 avril 2019.

## Évolution du nombre de partis politiques participant aux élections générales indiennes et représentés à la Lok Sabha\* (1951-2019)



estime à plusieurs centaines le nombre de partis ne présentant aucun candidat aux élections.

Même dans le contexte politique actuel, largement dominé par le BJP au niveau national, l'Inde reste donc caractérisée par le pluralisme et le foisonnement des partis politiques, contribuant à la fois à la richesse et aux problèmes de la vie politique indienne.

**Gilles Verniers \***

\* Professeur assistant de science politique à l'université Ashoka, directeur du Centre Trivedi de données politiques (TCPD), chercheur invité au Centre for Policy Research de New Delhi et chercheur associé au Centre de sciences humaines, New Delhi.

## Bibliographie

- Adil Rashid, « Electoral bonds have legalised crony capitalism: ex-chief Election Commissioner SY Quraishi », *Outlook*, 7 avril 2019
- Christophe Jaffrelot et Gilles Verniers, « The BJP's 2019 Election Campaign: Not Business as Usual », *Contemporary South Asia*, vol. 28, n° 2, 2020, p. 155-177
- Gilles Verniers et Sofia Ammassari, « The resilience of dynasticism », *Seminar*, n° 720, *How India Voted*, New Delhi, août 2019
- Pradeep K. Chhibber et Rahul Verma, *Ideology and Identity: The Changing Party Systems of India*, Oxford University Press, New York, 2018
- Zoya Hasan, « Political Parties in India », in Niraja Gopal Jayal et Pratap Bhanu Mehta, *The Oxford Companion to Politics in India*, Oxford University Press, New Delhi, 2010, p. 241-253